

## Discours

Convention de l'UMP sur l'Education -  
Mercredi 22 février 2006

Xavier Darcos, ambassadeur,  
représentant permanent de la France  
auprès de l'OCDE, ancien ministre

Convention Education : le devoir de  
réussite  
Mercredi 22 février 2006  
Maison de la Chimie - Paris



Notre pacte pour l'École

### I. Le constat unanime

Nous avons tous l'école en partage. Par nos souvenirs d'écoliers, par la scolarité de nos enfants, par les paysages de nos villes et de nos villages où l'école et la mairie sont toujours proches l'une de l'autre, souvent voisines, comme pour marquer combien l'école et la République, depuis toujours, se fondent l'une sur l'autre.

Depuis Jules Ferry, l'école a mobilisé toutes les énergies. C'est le premier budget de la nation et c'est notre première richesse. Elle configure tout projet politique, car elle engage notre jeunesse et l'avenir de notre pays.

Si nous nous retournons ne serait-ce que 50 ans en arrière, le chemin parcouru est immense. Nous avons relevé un défi historique. Celui d'avoir su ouvrir la voie des études à ceux qui n'étaient pas des héritiers. Celui d'avoir su accueillir le flot des enfants du baby-boom en construisant, certaines années, jusqu'à un collège par jour. Celui d'avoir multiplié par 12 la proportion de bacheliers dans une classe d'âge : 5% en 1960, plus de 60% aujourd'hui.

Mais aujourd'hui, nous le savons tous, l'école donne des signes de faiblesse. Elle doute de ses missions et de sa capacité à assurer la promotion sociale. Des collectifs se créent un peu partout pour « sauver les lettres » ou « sauver les mathématiques ». De plus en plus de classes sont gangrenées par la violence, y compris à l'école primaire. L'illettrisme n'est pas éradiqué à l'entrée en 6ème. Dans certains quartiers, le climat se dégrade à vive allure.

Ainsi, **le diagnostic est-il unanime**. Les différents analystes qui se penchent sur son cas ne restent pas longtemps enfermés dans leur camp idéologique, tant les faits sont têtus. Discordantes sur les origines du malaise et sur les réponses appropriées, les bonnes âmes de la réforme scolaire entrent en communion tant qu'il s'agit de formuler des critiques et des doutes.

Voilà pourquoi les discussions relatives aux politiques éducatives restent vives : la passion française pour l'école ne tarit pas. Les débats préparatoires au rapport de la commission Thélot l'on prouvé il y a encore deux ans. On a toujours le sentiment qu'il y a en France 60 millions de spécialistes de l'école.

Car une chose est sûre : si l'école a réussi à scolariser tout le monde, **elle a échoué à sa mission d'intégration et de promotion**. La massification n'est pas la démocratisation. Les chiffres publiés par l'OCDE, en décembre 2003, l'ont démontré : les élèves qui arrivent au terme de l'enseignement obligatoire ne possèdent pas tous les connaissances et les qualifications requises pour jouer pleinement leur rôle dans la société. La France, sur une trentaine de pays comparables, se classe médiocrement : 14ème en compréhension écrite ; 10ème en culture mathématique ; 12ème dans les disciplines scientifiques. Et cela malgré des budgets pharaoniques, en constante augmentation : en 2005, la

dépense scolaire de la France représente le quart du budget de la nation, dépassant les 120 milliards d'€, soit 7,1 % du produit intérieur brut (PIB), les collectivités locales assurant 20 % de ces financements. Chaque élève coûte annuellement 7 000 €. Nous dépassons la dépense moyenne des pays développés et de pays comme le Japon ou le Royaume-Uni. On en pourra pas continuer simplement d'accroître les moyens (plus d'un fonctionnaire sur deux) tandis que le nombre des enseignés diminuent constamment (- 600 000 entre 2004 et 2007).

Ainsi, pour remettre à l'endroit ce qui est à l'envers, **trois évidences** s'imposent, sans polémique.

**Premièrement, l'école française reste profondément inégalitaire** et le premier facteur de réussite scolaire pour un enfant résulte du niveau d'études de ses parents, de sa mère en particulier. Le nombre d'enfants issus de milieux défavorisés qui accèdent aux études supérieures ou aux grandes écoles ne cesse de diminuer. Les hiérarchies sociales et culturelles se reproduisent très tôt selon les types d'établissements, de classes et de filières. Seuls les initiés savent contourner les obstacles, notamment la carte scolaire. C'est l'école de la République qui est ici en danger, puisqu'elle ne permet pas le brassage social, et qu'elle ne peut plus accueillir et promouvoir chacun. Contre ce fléau, la chasse au mammouth est un leurre. Les projets de réforme qui mettent en cause le gigantisme de la structure ne sont pas efficaces. Certes, il faut veiller à ce que l'administration, par excès de zèle, ne tue pas les initiatives des équipes enseignantes. Je sais aussi qu'une dérégulation, purement concurrentielle et libérale, reste contraire aux valeurs et habitudes du milieu enseignant. De plus, elle renforcerait les disparités. Seuls les initiés tireraient leur épingle du jeu. Or si l'école ne joue plus son rôle de promotion sociale et culturelle, qui s'en chargera ?

**Deuxièmement**, vu l'effort considérable que la nation consent dans ce secteur déterminant, elle ne peut pas accepter que **tant d'élèves arrivent au seuil de l'adolescence sans culture commune, sans posséder ensemble un « noyau dur » de connaissances et de compétences fondamentales**. Trop sollicités par des activités et des informations périphériques, mal encadrés dans une école ouverte à tous les spasmes sociaux, invités à singer les lubies du moment, sans hiérarchie ni durée ni mémoire, les élèves sont de plus en plus nombreux à mal lire, écrire et compter. Le collège, en particulier, vrai bric-à-brac, doit être entièrement repensé. Le savoir, source du libre arbitre, produit par le travail et le mérite, doit redevenir la fin de l'enseignement, au moment où nous semblons passer d'une civilisation de la transmission à une civilisation de l'information.

**Troisièmement, l'échec ou le succès de l'enseignement se jouent dans la classe**, dans cette cellule où le maître donne le désir de connaître, les outils du savoir, les objectifs à atteindre. Dans la mémoire de chacun de nous, brille le souvenir d'un instituteur ou d'un professeur qui nous a stimulés et exhaussés, et non de bureaucrates ou de théoriciens de la scolastique éducative. Rendons leur honneur aux maîtres et aux professeurs ! C'est l'acte pédagogique lui-même, centré sur les besoins de l'élève, qu'il faut protéger, en lui ménageant un espace de paix et d'ordre, donc en luttant sans pitié contre la moindre violence scolaire, et en renforçant l'encadrement des établissements, qui ne doivent pas se laisser altérer par la turbulence sociale. Il n'est pas avéré non plus que l'apprentissage suppose le primat de la spontanéité ludique. On s'est trop fié à l'autonomie de l'enfant, à son propre projet, à ses sensations immédiates. La liberté n'est pas un point de départ mais d'arrivée, ce qui suppose de l'effort et des exigences.

**Le plus beau métier du monde**, c'est d'établir, d'instruire, d'instituer l'humanité dans l'homme. C'est cela que veut dire le mot magnifique d'instituteur et que prolonge celui de professeur. C'est une mission essentielle au service de nos enfants, de notre pays et au service de l'homme. Il faut rendre aux enseignants l'hommage qu'ils méritent car si l'institution scolaire tient encore, malgré les tensions qui traversent la société et qu'on lui fait porter, c'est d'abord grâce au dévouement et à la passion de nos enseignants et de tous les serveurs de notre école.

**La revalorisation de la fonction enseignante** passe par la conscience retrouvée du rôle social éminent du professeur. Dans un monde plus ouvert

mais aussi plus incertain, il est celui qui transmet des savoirs et construit des repères. Il doit être une référence pour les élèves, il doit avoir les moyens de détecter et d'épanouir les talents, d'être ce « Premier homme » dont Camus avait gardé la mémoire émue et à qui il devait tant.

N'oublions pas cet enjeu considérable au moment où se prépare un renouvellement massif du corps enseignant : dans les années qui viennent, la moitié des professeurs partiront à la retraite.

## II . Passons au pragmatisme

### 1. Rendre l'école à la nation

Le ministère de l'éducation nationale est celui du destin. De quel sujet la nation doit-elle se saisir en toute priorité sinon de celui-là ? Rien ne justifiait donc que la question scolaire continue à se traiter dans le champ clos et infécond des supposés spécialistes ou des syndicalistes. Pourquoi les élus, qui s'estiment justement fondés à se pencher, par exemple, sur le droit d'ingérence, le nucléaire ou la bioéthique seraient-ils incompétents pour fixer les objectifs de l'école, ses programmes, son ambition, ses moyens ? Les questions de la violence dans les établissements, de l'égalité des chances, des compétences dévolues aux collectivités, de la mission des enseignants, de l'évolution des champs disciplinaires, des contours du savoir (entre autres) sont-elles hors du ressort du politique ? **La frénésie réformiste**, lancée de l'intérieur de l'institution, **doit cesser** et rendre à l'école de la durée et du bon sens. Que la nation se fasse entendre, que les besoins de **utilisateurs** s'imposent aux supposés initiés de la chose scolaire.

### 2. Libérer l'initiative des hommes de terrain.

Les établissements scolaires doivent respirer à leur rythme, disposer d'une plus **grande autonomie**, se sentir responsables et incités à l'initiative. La gestion centralisée et l'injection massive de moyens venus d'en haut ne produisent pas les résultats escomptés, comme on l'a vu pour les ZEP. C'est aux établissements de choisir ses moyens, notamment pédagogiques, d'atteindre aux objectifs nationaux. Dotés d'un **contingent horaire complémentaire** spécial, ils pourraient organiser librement leur politique éducative et notamment rétribuer des séquences pour les élèves en situation difficile. Dans le cadre d'une vaste déconcentration financière, des **contrats** en ce sens, proposés par les équipes éducatives de chaque établissement, pourraient être passés avec les académies ou avec les collectivités locales, voire avec des entreprises et des associations si les enseignants le croient utile. De même, les EPLE (les établissements publics locaux d'enseignement) devraient être incités à se mettre en réseau et à se **regrouper pour mutualiser leurs moyens** : options, enseignants contractuels, heures supplémentaires, actions à caractère social ou culturel, etc. Plus autonomes et ainsi responsabilisés, les établissements seraient évalués de façon transparente, leurs résultats affichés et mis à la disposition de tous, dans des documents simples et lisibles au-delà du cercle des spécialistes : il y a là tout simplement une exigence de justice dans un système dont l'extrême complexité favorise les initiés.

**Là encore, le pragmatisme doit l'emporter** sur les idées générales et sur l'idéologie. Les hommes et les femmes du terrain savent mieux que quiconque comment agir dans les conditions particulières qu'ils rencontrent. Ils savent qu'on n'enseigne pas des résultats (qui seraient universels et immuables) mais des méthodes (qui sont spécifiques et qui évoluent). Mais il faut les laisser travailler, au moment où des collectifs se créent partout pour « sauver les lettres », « sauver les mathématiques », voire « sauver l'école ». Il faut les libérer des dérives qui entravent leur mission, notamment le traitement des jeunes délinquants ou incivils, de tous ceux qui empêchent la classe d'être **un espace de respect et de savoir partagés**. Chaque citoyen doit connaître la valeur et la qualité du travail des professeurs, donc exiger qu'ils soient respectés et les

ériger en modèle auprès de la jeunesse. L'administration doit éviter de les harceler de réformes et de paperasseries. Et que ceux qui s'engagent durablement dans les quartiers difficiles soient soutenus en terme de salaire et de déroulement de carrière : plus généralement, valorisons le mérite et l'engagement de chacun. **La réforme des IUFM et de l'encadrement pédagogique** (les IA-IPR en particulier) ne peut plus être différée. On fait dans les IUFM de la formation professionnelle sans professionnels. Car la transformation des anciennes écoles normales en IUFM a fait prospérer les théoriciens de la scolastique ou de la didactique et les socio-linguistes qui connaissent mieux Saussure que les enfants de 6 ans. Ici encore, il faut mettre un terme à l'idéologie au profit des pratiques efficaces.

### 3. À chacun son parcours de réussite

Il faut à tous un même socle de connaissances. Saluons l'action de François Fillon qui a obtenu cet objectif de fin de collège. Mais il faut qu'aucun élève n'entre plus en sixième sans savoir **lire, écrire et compter**, comme c'est hélas le cas du quart des jeunes français aujourd'hui. Priorité absolue : **guerre totale contre l'illettrisme**, apprentissage renforcé de la lecture, avec repérage précoce des élèves en difficulté. Tout le reste doit passer au second plan. On a su naguère stopper l'expérience désastreuse des « maths modernes » ; il faut aujourd'hui arrêter les ravages des méthodes hasardeuses, comme le veut, avec raison, Gilles de Robien. On croit pouvoir enseigner la langue aux enfants en les faisant directement accéder au sens, grâce à une initiation ludique. Mais tous ne sont pas capables de passer ensuite de la phrase au mot, puis du mot à la lettre. Or le temps consacré à expliciter le sens réduit celui dévolu aux exercices de combinatoire. Proposer au contraire de passer de l'analyse à la synthèse, de la lettre au sens, suppose de réhabiliter la notion d'initiation, de progression, d'effort, que la majorité écrasante des Français associe spontanément au concept même d'apprentissage et sans doute à l'image de l'école. Il faut soutenir que **le retour au B-A BA** sera plus efficace que toutes les protestations indignées, tous les aménagements de cycles et tous les « recentrages horaires ». Et on renoncera aux effets d'annonce à répétition, qui veulent courir tous les lièvres à la fois, dispersant la mission de l'école élémentaire et dilapidant des postes d'enseignant dont nos écoles, notamment rurales, ont bien besoin.

Mais, au delà de la classe de 6ème, tous les élèves ne peuvent avoir le même profil ni les mêmes aspirations. Viser à assurer 100 % de qualification à chaque classe d'âge, c'est forcément vouloir des **parcours différenciés**. La diversification des parcours est une obligation, ce qui suppose une politique d'orientation totalement renouvelée, en acceptant notamment que des jeunes de moins de quinze ans puissent rejoindre l'apprentissage et les formations en alternance, au lieu d'être maintenus dans des carcans généralistes et dans ces classes hétérogènes qui les désespèrent et dont ils s'échappent souvent par la violence. Le collège unique, donc inique, doit disparaître au profit du **collège pour tous**, grâce à des aides personnalisées. L'apprentissage d'un métier doit être possible dès la classe de 4ème.

Pour contrecarrer les inégalités sociales d'accès à la culture et aux loisirs, un « passeport » permettant un **accueil périscolaire universel** » devrait être créé, par accord entre l'État, les collectivités et les Caisses d'allocations familiales, sur le modèle des « contrats petite enfance ». Pour rompre avec la ghettoïsation des établissements dits « difficiles », une mixité sociale sera organisée, notamment par le transport des élèves hors de leur quartier d'origine, selon la méthode américaine du « bussing ». Enfin, il faut revaloriser **la réussite par l'école**, tandis que l'image de la réussite sociale est pervertie et standardisée par le spectacle médiatique ou par la réalité de certains trafics : la corrélation, pourtant avérée, entre réussite scolaire et professionnelle est méconnue, au point que les élèves eux-mêmes en doutent.

### 4. Responsabiliser chacun contre la violence scolaire

La violence à l'école n'est pas enrayée, comme le prouvent toutes les statistiques qui signalent 225 000 incidents par trimestre dans le secondaire. Elle doit être éradiquée une bonne fois pour toutes. **Des plans de sécurité pour l'école**, autour des chefs d'établissement dotés de pleins pouvoirs à cet égard, fédéreront les acteurs locaux (équipes pédagogiques et administratives,

services publics, parents, collectivités locales). Au collège, nous devons empêcher les voyous d'imposer leur loi : quatre ou cinq suffisent pour interdire à 500 collégiens de travailler. Il faut multiplier des **structures éducatives à encadrement renforcé**, dotés d'**internat**, pour séparer et encadrer les élèves violents. Dès la première infraction grave, avec l'accord du chef d'établissement, une sanction doit être prise et appliquée, sous forme de travaux d'intérêt public au sein de l'établissement. Il s'agit de **restaurer la notion de devoir et de co-responsabilité** chez les jeunes, pour lutter contre l'absentéisme et pour imposer l'application du règlement intérieur que chaque élève lira et approuvera de sa signature. Les conseils de la vie lycéenne seront réorientés en ce sens. Les parents seront invités aux conseils de classe (ou de discipline) concernant leurs enfants, aidés dans leurs démarches éducatrices, et pénalisés (via les allocations familiales notamment) s'ils refusent d'assumer leur responsabilité parentale et éducative. Il ne s'agit d'ailleurs pas de tout fonder sur on ne sait quelle répression obtuse, mais d'organiser un détour pour des jeunes momentanément inadaptés à vivre avec des condisciples, le temps qu'ils retrouvent des repères, grâce à de petites structures, bien encadrées, pratiquant une pédagogie par ateliers. Une fois amendés, les ex « caïds » retrouveront toute leur place dans la communauté scolaire.

## 5. L'école face à l'Europe et au monde

Notre école prépare des enfants citoyens du monde. Leur vie s'ouvrira forcément à une expérience européenne et internationale. Pour éviter la « fracture numérique », contre laquelle les pays anglo-saxons ont déjà agi plus vigoureusement que nous, il faut **généraliser l'usage des technologies de l'information**, en installant au minimum un ordinateur pour trois élèves d'ici cinq ans. Dans le même délai, **l'internet à haut débit** devra atteindre chaque commune de France. Mais il faut surtout promouvoir, par un sursaut sans pareil, **les langues étrangères**. L'objectif est simple et vital : il faut qu'à l'issue de sa scolarité chaque jeune ait été initié à deux langues étrangères et qu'il ait séjourné au moins une fois dans l'un des deux pays. Les méthodes modernes d'apprentissage des langues seront donc généralisées. L'État aidera en ce sens les communes et les départements, par une dotation spéciale. Et le prochain plan État-Région prévoira, pour chaque région, un engagement important, en moyens matériels et humains, pour **équiper nos établissements en salles d'enseignement audio-oral des langues vivantes**. L'enseignement précoce des langues vivantes doit être généralisé et uniformisé pour éviter les disparités territoriales qui seraient, là encore, source d'inégalités.

## 6. Le pari de l'intelligence créatrice et de la culture pour tous

Nous sentons bien l'urgence d'**un accès universel à la culture et aux arts**, au moment où les violences qui traversent la société française sont autant de blessures, autant de coups portés à notre cohésion nationale, au pacte républicain. Une culture partagée porte en elle ce lien social dont nous avons tant besoin.

À cet égard l'éducation est la première clé de l'égalité. Si aucune famille ne peut plus concevoir aujourd'hui une éducation sans sport, trop peu d'entre elles ont accès au bénéfice de l'éducation artistique. Il faut que l'État définisse et permette un meilleur partage des tâches avec les communes et les régions. La charge est lourde en effet pour les collectivités qui assument à la fois la sensibilisation artistique, en concertation avec l'Éducation Nationale, et l'enseignement pré-professionnel dispensé par les conservatoires, les écoles nationales de musique et les conservatoires d'art plastique.

Les régions prennent progressivement en charge l'enseignement pré-professionnel. Ainsi, les communes sont-elles peu à peu libérées de cette charge et pourront, comme elles le souhaitent, et comme elles y sont prêtes, intensifier et généraliser l'initiation et la sensibilisation culturelles. Quant à l'Éducation Nationale, au-delà des pratiques artistiques, elle doit donner toute sa place à l'histoire de l'art, en faire une discipline à part entière, comme c'est le cas chez nombre de nos voisins.

Face à la compétition mondiale, notre pays ne peut l'emporter que par sa capacité à créer de la « matière grise ». Tel est bien le pacte que propose l'UMP

pour l'école de France : le « devoir de réussite s'impose » d'abord à nous.